



La ZLEA : Quelle sorte d'Amérique aura-t-on? Aurons-nous un continent homogène ou polarisé? Restera-t-il place pour des idéologies anti-néolibérales? À qui favorisera cette union de libre-échange?

Depuis la naissance de l'Union Européenne, on peut constater l'émergence de blocs régionaux dans le monde ou, au moins, le besoin d'en créer.

Nous pouvons prendre l'Amérique du Nord comme exemple et nous rendre compte que cette ouverture économique n'a pas seulement des bons aspects.

Aujourd'hui, la mondialisation est omniprésente et un des aspects les plus négatifs de cette réalité est l'exploitation et la pauvreté de la plupart des peuples, comparée à la richesse de quelques pays.

En effet d'énormes disparités existent entre les pays qui seront membres de la nouvelle zone.

La ZLEA influence, bel et bien, les nombreux pays qui en feront partie en 2005. Il est clair qu'il y a des différences majeures entre les économies concernées.

Ceci va directement affecter les pays et les citoyens de ceux-ci dans le sens que la majorité des futurs membres sont des économies largement inférieures aux 4 superpuissances que sont les États-Unis, le Canada, le Mexique et le Brésil.

Le dernier sommet à Québec a pour but principal de faire avancer le processus de négociation d'un accord visant à créer la zone de libre échange des Amériques.

Les chefs d'État élus démocratiquement des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes; tous à l'exception de Cuba, représentent un marché de 800 millions de consommateurs et un produit intérieur brut (PIB) combiné de 11 000 milliards de dollars.

Ces pays s'entendent pour éliminer progressivement les barrières tarifaires (taxes sur importations) et non tarifaires (lois et règlement sur les importations) ainsi que toutes les mesures qui limitent le commerce entre eux des biens, des services et des capitaux.



Pour tous les signataires d'Haïti aux États-Unis, la ZLEA Sera gage de prospérité, promettent les défenseurs.

Les détracteurs quand à eux parlent d'intervention du secteur privé dans des activités jusqu'alors réservées aux gouvernements. Cette inquiétude est alimentée par le fait de voir les marchés ouverts à la concurrence des sociétés privées locales ou étrangères.

Mais revenons un peu à la ZLEA.

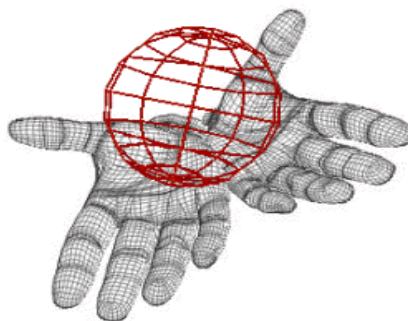
Neuf groupes sectoriels de négociations ont été formés afin de proposer un cadre qui régira entre autre l'accès aux marchés, l'investissement, les services, les marchés publics, l'agriculture, le règlement des différends et la propriété intellectuelle.

Selon les défenseurs de l'intégration des marchés, tout ce qui peut aider à ouvrir des marchés est bon pour la population. Les groupes opposés aux accords de libre-échange rivalisent quant à eux de scénarios apocalyptiques. Ils annoncent l'enfer, sinon la fin de la démocratie et du pouvoir réel des gouvernements.

Le débat sur la ZLEA est devenu de ce fait le prétexte à un débat sur la mondialisation.

En fait les avis sont mitigés sur les vertus et les tares comparatives de l'ALENA, de l'AGCS, de l'AMI, de la CEPALC, de l'OMC, de l'OEA et de l'APEC. Et rares sont ceux qui peuvent répondre clairement à l'éconoclaste qui risque une question simple :

Qu'est-ce que la ZLEA changera aux nouvelles formes de commerce ?





Pour répondre à cette question il est incongru de ne pas parler de la tendance du XXI^{ème} siècle à savoir internet.

En effet nul ne peut ignorer Internet ce puissant symbole de la tyrannie de la mondialisation. «Le commerce via Internet a connu une progression au-delà de ce que tout le monde attendait et deviendrait le principal moteur de l'économie mondiale», a déclaré le secrétaire au commerce William Daley, en représentant le deuxième rapport annuel sur l'économie électronique.

En effet les véritables enjeux du commerce électronique sont plutôt de nature économique que technologique.

L'émergence et le développement accéléré d'Internet correspond en effet à des tendances lourdes de l'économie : Développement des réseaux d'entreprises, mondialisation des marchés... et leurs corollaires que sont le travail corrélatif, la réactivité du marché, l'aplanissement des structures, le décloisonnement de l'entreprise ...

C'est ce qui rend la dynamique du commerce électronique irréversible: Une propagation à toute l'économie au plan mondial.

Le commerce électronique avec ses nombreux avantages semble désormais inévitable pour toutes les entreprises désireuses de se développer et de prospérer dans la zone de libre échange des Amériques.

Cependant, il annonce des mutations d'ampleur dans les règles du jeu de la compétitivité et de la pérennité des entreprises au sein de cette communauté.

Les différentes technologies disponibles sur Internet favorisent chaque jour davantage la transparence des marchés par une meilleure information sur l'offre. Les utilisateurs finaux peuvent ainsi rechercher, comparer, rester à l'affût

des nouveautés ou acheter des produits sans faire appel aux distributeurs habituels, dont le rôle d'intermédiaire entre utilisateurs et producteurs se trouve remis en cause.

Conséquence de la transparence de ces marchés, la réapparition des PME et PMI.

En effet, les apports du commerce électroniques sont considérables :

- *Diffuser à moindre coût des informations complètes et régulièrement mises à jour sur les produits.

- *S'adresser à un marché de l'hémisphère américain de consommateurs et d'entreprises en croissance exponentielle.

- *Internationaliser et étendre l'offre commerciale.

- *Vendre en ligne (vente directe).

- *Générer des contrats commerciaux (ventes indirectes).

- *Réduire les coûts des transactions.

- *Améliorer la notoriété d'une marque ou d'un produit.

- *Améliorer les relations/services clients (extranet).

- *Organiser des animations promotionnelles et proposer des produits ou services personnalisés en fonction des profils et des achats des clients (marketing One to One).

- *Accroître la productivité interne, notamment dans le processus commercial.

Pour les multinationales l'enjeu est énorme et on assiste de plus en plus à un sprint pour la part du gâteau la plus grande.

Nul ne peut le nier le continent américain présente des opportunités d'affaires énormes.

Et la guerre de cette globalisation est une guerre d'hier.

En effet, les géants américains sont déjà implantés sur ces zones privilégiées à croissance exponentielle et les traités de libre échange viennent régulariser des échanges qui se faisaient de toute façon.

La ZLEA vient renforcer cet avantage concurrentiel qui annonce l'ère de la dictature des multinationales.

Et où en est le consommateur dans tout ça ?

La zone de libre échange est une multitude de diversités culturelles, de styles de vie, de comportements et de tendances à la consommation.

Pénétrer ce marché nécessite avant tout un géomarchandising sur la base de la population ciblée.

Le consommateur n'est pas prêt à avaler n'importe quelle couleuvre et même si ces sociétés sont en pleine mutation, l'adaptation n'est pas pour aujourd'hui.

La ZLEA vient confirmer les méfaits d'un modèle d'économie fermée.

En effet, les pays d'Amérique du Sud en ont fait l'essai et ils ont créé de la misère avec des taux d'inflation de 2 000% et des taux de chômage de 35%.

Au fond ils ont été toujours marxistes-léninistes.

Le message est clair : Renoncer à appartenir à la grande famille des pays démocratiques ne veut dire rien d'autre que les bénéfices liés au vaste marché de 800 millions seront suspendus.

L'accord sur la zone de libre échange stipule l'impératif du commerce électronique comme modèle du développement économique entre les 34 pays membres.

Mais tout semble dire que ces bénéfices sont déjà partagés et que ces accords de libre échange enrichissent les pays riches et rendent un peu moins pauvres les pays pauvres.

Walid Kooli
Étudiant MBA Marketing
FSA- Université Laval.
Avril 2001.

